

Bientôt la fin de la mondialisation ?

par Frédéric Niel

Les faits

La « mondialisation » désigne le rapprochement rapide, depuis trente ans, des économies du monde entier par l'accélération des échanges de marchandises, de capitaux, de services et de personnes. Le commerce international – qui augmentait d'environ 6 % par an – était alors présenté comme le principal moteur de cette expansion économique généralisée. Or, depuis 2012, il croît nettement moins vite. En outre, les accords commerciaux internationaux sont de plus en plus contestés, en Europe mais aussi aux États-Unis, où

Donald Trump, le Président élu, a promis d'enterrer non seulement le traité transpacifique (TPP) à peine signé, mais aussi le traité transatlantique (TTIP ou Tafta) négocié avec l'Europe, et même le traité de libre-échange passé en 1994 avec le Mexique et le Canada (Alena). L'Union européenne, pour sa part, cherche les moyens de protéger ses industries, notamment la sidérurgie, des importations chinoises à bas prix. Les États peuvent-ils se replier sur eux-mêmes, au risque de représailles commerciales ? Et si oui, est-ce souhaitable ?

Les chiffres

1,7 %

Taux de croissance du commerce mondial attendu en 2016. Il passerait sous le taux de croissance de l'économie mondiale (plus de 2,2 %).

154

mesures restrictives pour le commerce ont été instaurées par les pays membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) d'octobre 2015 à mai 2016. Contre 132 mesures facilitant le commerce adoptées dans le même temps. Source : OMC.



MICHEL FOQUIN

Économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii).

La globalisation a déjà connu des reflux

de protection. La loi Méline de 1892 a ainsi augmenté de 3 % à environ 20 % les taxes douanières sur les importations agricoles. Bien que supérieur, ce taux restait relativement modéré et ne remettait pas en question le système de libre-échange de l'époque entre pays européens. De même, aujourd'hui, l'abandon de plusieurs traités multilatéraux ne remet pas en question

le rôle essentiel de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a fait ses preuves. Elle conserve des pouvoirs importants contre le dumping et la concurrence déloyale de certains pays. Même si les échanges commerciaux ont bel et bien ralenti par rapport à la croissance générale de l'économie mondiale, on est loin d'un démantèlement du système. La mondialisation d'aujourd'hui doit beaucoup au retour de la Chine dans les circuits commerciaux. Elle entend ainsi reprendre une place qu'elle avait perdue au XIX^e siècle, sous les coups de boutoir des puissances coloniales. Le récent ralentissement de son économie explique en partie la panne actuelle du commerce mondial. Mais c'est aussi la Chine qui pourrait relancer l'activité avec des investissements énormes d'infrastructures pour son projet de nouvelle « Route de la soie », une sorte de plan Marshall asiatique qui impliquerait de nombreux pays de la région. ●



DOMINIQUE PLIHON

Professeur d'économie à l'université Paris XIII, membre des Économistes atterrés, porte-parole de l'Association pour une taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac).

LA DÉMONDIALISATION ? Une vue de l'esprit ! Certes, les échanges commerciaux croissent moins vite que le produit intérieur brut (PIB) mondial, mais ils ne régressent pas. Le bilan de la mondialisation est globalement positif. Elle a sorti des milliards de personnes de la pauvreté. Mais il y a des millions de perdants dans les vieux pays industrialisés. Les États doivent traiter cette question sociale pour réduire l'insécurité pesant sur les emplois les moins qualifiés et aider aux reconversions dans de nouvelles activités. À l'avenir, on fera dix métiers dans une vie. Une inquiétude aujourd'hui : Donald Trump s'est fait élire président des États-Unis en défendant des idées populistes et protectionnistes. À chaque crise, on entend resurgir ces discours aux relents xénophobes et identitaires. Je ne crois guère à un emballement de représailles commerciales entre pays qui fermeraient leurs portes aux importations. Nos économies sont trop interconnectées, ce serait suicidaire ! Si les États-Unis augmentaient les taxes douanières sur leurs importations de produits chinois, Pékin pourrait

Le commerce international vit un tournant

LA CROISSANCE du commerce s'aligne désormais sur le rythme de l'économie mondiale. Ce ralentissement marque un tournant. Il a une cause conjoncturelle : la crise de 2008, qui a donné un coup de frein aux échanges, y compris financiers. Une autre cause est structurelle : la hausse des coûts salariaux et sociaux des pays émergents comme la Chine. Elle rend moins intéressantes les implantations d'usines dans ces pays par nos multinationales. Celles-ci sont moins incitées à dispercer la fabrication d'un même produit entre plusieurs pays. Ce reflux pourrait s'accentuer si l'on décide, comme je le souhaite, d'imposer une écotaxe décourageant les transports transfrontaliers inutiles.

afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre. Pour moi, ce retour de balancier est salutaire. La libéralisation des échanges tous azimuts est allée trop loin.

Je ne prône pas un protectionnisme généralisé, qui serait aussi dangereux que ce libéralisme à outrance. Mais cette crise du néolibéralisme doit être l'occasion d'aller vers une mondialisation mieux maîtrisée. Elle devrait au moins nous inciter à changer de méthodes. Alors que les récents projets de traités transatlantique et transpacifique se contentaient d'harmoniser les normes techniques des produits pour lever les obstacles au libre-échange, il vaudrait mieux commencer par s'entendre sur les normes environnementales, sanitaires et sociales, avant de signer des accords. Il est trop tôt pour voir si tout cela entraînera des relocalisations d'emplois. D'autant que la création d'usines modernes chez nous s'accompagne souvent d'une robotisation ou d'une automatisation, assortie d'embauches limitées. ●

“La mondialisation ralentit mais ne recule pas



PASCAL LAMY

Président d'honneur de Notre Europe-Institut Jacques-Delors*.



ET VOUS QU'EN PENSEZ-VOUS ?
ÉCRIVEZ-NOUS À :
PÉLERIN,
SERVICE RELATIONS LECTEURS,
18 RUE BARBÈS,
92128 MONTROUGE CEDEX
OU PAR COURRIEL :
PELERIN@
BAYARD-PRESSE.COM